

Pascal Dufour est professeure au département de science politique de l'Université de Montréal. Elle travaille sur l'action collective en perspective comparée et en particulier sur la transformation de l'action protestataire dans un contexte de mondialisation. Elle a publié dans la *Revue canadienne de science politique* (vol. 39, n° 2, juin 2006), « Projet national et espace de protestation mondiale : des articulations distinctes au Québec et au Canada ».

Christophe Traisnel est chercheur à l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques. Il travaille en particulier sur le nationalisme de contestation et la francophonie. Il a publié dans la *Revue Lien social et Politiques* (n° 53, printemps 2005) « Entre unité et diversité. Le discours identitaire du mouvement souverainiste au Québec et du mouvement wallon en Communauté française Wallonie-Bruxelles ».

Résumé. Le concept de mouvement social, dans sa définition usuelle, fait référence à l'ensemble des militants et des organisations, qui, structurés plus ou moins formellement en réseaux, développent des actions concertées en faveur d'une cause plus ou moins définie. Quelle que soit l'approche théorique considérée, les organisations du mouvement social sont présentées comme distinctes de partis politiques perçus comme des acteurs de la politique institutionnelle, intervenant au sein de l'arène électorale. Dans cette perspective, les partis politiques et les mouvements sociaux entretiennent évidemment des relations, mais sont présentés comme opérant sur des terrains de jeux disjoints : la représentation politique institutionnalisée pour les uns, le champ de la protestation sociale pour les autres. Pourtant, la « frontière » entre participation politique institutionnelle et extra-institutionnelle est on ne peut plus poreuse. Dans cet article, nous soutenons que, dans certaines configurations de mouvements sociaux, les partis politiques peuvent faire partie intégrante du mouvement social dont ils sont issus et en constituent même les acteurs pivots. En basant notre démonstration sur le cas du mouvement souverainiste au Québec et sa transformation au cours des 40 dernières années, nous montrons comment le Parti québécois et le Bloc québécois se trouvent au cœur de la mouvance souverainiste et contribuent encore, vaille que vaille, à la définition d'un mouvement qui les dépasse.

Abstract. The usual definition of social movement refers to activists and organizations, more or less structured in networks, which developed concerted actions in favour of a claim, more or less defined. Whatever the theoretical background considered, social movement organisations are presented as distinct from political parties. Political parties are playing in the electoral arena and are the main actors of institutional politics. In that respect, political parties and social movements are known to interact, but they are supposed to play in two

distinct fields: institutional political representation for political parties and social protests for social movements. Yet, the border between institutional and extra-institutional politics is very permeable. In this article, we argue that, in certain social movement configurations, political parties could be an integral part of the social movements from which they emerge, and could even constitute central actors. Our analysis is based on the sovereinist movement in Québec and the study of its transformation through the last 40 years. We show how the Parti québécois and the Bloc québécois are at the centre of the sovereinist movement and still contribute to the definition of a movement that goes beyond their own organisations.

AUX FRONTIÈRES MOUVANTES DES MOUVEMENTS SOCIAUX, OU QUAND LES PARTIS POLITIQUES S'EN MELENT. LE CAS DU SOUVERAINISME AU QUÉBEC

Pascale Dufour
Département de science politique, Université de Montréal
pascale.dufour@umontreal.ca

et Christophe Traisnel
Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques
christophe.traisnel@umoncton.ca

Bien qu'il n'existe pas de commun accord sur ce que sont les mouvements sociaux, ou ce qu'ils devraient être, les développements récents de la sociologie politique proposent une définition minimale du phénomène, qui correspond à une grille de lecture des composantes des mouvements sociaux, bien plus qu'à un projet politique exigeant l'unicité du mouvement social comme force de transformation des sociétés.

Effectuant une synthèse des différentes approches, Donatelle della Porta et Mario Diani définissent ainsi les mouvements sociaux comme des réseaux informels d'acteurs collectifs et individuels basés sur des croyances partagées et des pratiques de solidarité, qui se mobilisent sur des sujets conflictuels à partir de diverses formes de protestation, sur une base relativement fréquente¹. La construction d'une identité collective, l'utilisation de répertoires d'actions souvent innovants et l'organisation en réseaux constitueraient ainsi les trois dimensions principales à analyser dans une perspective de mouvement social.

Rapportée à l'étude du nationalisme au Québec, cette définition du mouvement social, bien que minimaliste, pose au moins deux défis : le premier soulève la question d'une lecture du nationalisme en termes de mouvement social et d'action collective : en quoi et à quelles conditions le nationalisme peut-il être considéré comme protestataire ? Le second défi concerne la frontière qui sépare habituellement « le mouvement social »

1. Donatelle della Porta et Mario Diani, 2006 [2^e éd.], *Social Movements: An Introduction*, Oxford, Blackwell. Il est bien évident que cette définition pourrait être contestée, à la fois par les tenants d'une approche plus étroitement associée à l'école de la mobilisation des ressources pour qui l'interaction avec l'État ou ses institutions est capitale pour parler de mouvement social (voir, par exemple, les travaux récents de David S. Maier, 2002, *Social Movements. Identity, Culture and the State*, Oxford, Oxford University Press ; ou de Sydney Tarrow, 2005, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press) et par les tenants d'une approche plus symbolique des mouvements sociaux pour qui la finalité de transformation sociale est incontournable (et non seulement le conflit), dans la lignée de l'interactionnisme symbolique ou plus récemment de l'école tourainienne (Alain Touraine, 1993, *La voix et le regard : sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Seuil).

des « partis politiques » dans la littérature sur les mouvements sociaux : cette frontière n'est-elle pas à ce point poreuse qu'il faille clairement remettre en cause sa pertinence ?

C'est ici la voie que nous avons décidé de suivre pour analyser le phénomène souverainiste au Québec. Cette approche du mouvement souverainiste en termes de mouvement social à part entière permet de mettre en évidence un aspect essentiel de l'histoire des mobilisations souverainistes au Québec : le rôle joué par les contestations sociales et nationalistes dans la définition d'un projet « souverainiste » devenu peu à peu le terrain d'entente de nombreux mouvements protestataires dans le courant des années 1970-1980.

Ce terrain d'entente est actuellement mis à rude épreuve. Les deux aventures référendaires et les 16 années de pouvoir du parti politique créé par le mouvement ont semble-t-il érodé l'esprit contestataire du mouvement. Une érosion illustrée par les tensions qui existent de plus en plus entre, d'un côté, une gauche souverainiste déçue par le désinvestissement de l'État québécois dans les années 1990 et, de l'autre, une droite souverainiste et conservatrice soucieuse d'un retour aux fondamentaux nationalistes et à une forme, certes renouvelée, d'« authenticité identitaire », s'agissant de l'imagination de la « nation » québécoise².

Nous ne nous intéresserons donc pas ici à une analyse électorale du phénomène souverainiste³, ni à une étude concernant le soutien à l'option souverainiste elle-même dans la population québécoise⁴. Nous chercherons plutôt à explorer le monde des acteurs politiques par le biais de l'analyse de cette véritable « boîte noire » d'un mouvement souverainiste que l'on nomme sans souvent savoir quel sens à donner à la notion.

Nous montrerons ainsi en premier lieu que le mouvement souverainiste est très clairement un mouvement social, certes d'un type particulier, puisqu'il existe *en son sein* deux partis politiques qui en sont l'émanation et que le nationalisme n'est pas en général (mais à tort) considéré comme une forme classique de protestation politique. Nous montrerons ensuite la pertinence d'une telle approche en termes de mouvement social dans la mesure où elle nous permet de mieux comprendre comment s'est opérée l'invention du souverainisme à travers

2. Voir, sur ce thème et en guise d'illustration de cette « contestation de droite » du discours souverainiste contemporain, la thèse de Matthieu Bock-Côté, 2007, *La dénationalisation tranquille*, Montréal, Boréal.

3. Les études sont largement disponibles ; il n'est donc pas nécessaire de les refaire. Voir par exemple les travaux de Maurice Pinard, Robert Bernier et Vincent Lemieux, 1997, *Un combat inachevé*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

4. Dans un sondage effectué par la firme CROP pour le compte du Conseil de l'unité canadienne (CRIC) en 2007, à la question « si un référendum avait lieu aujourd'hui, voteriez-vous pour ou contre la souveraineté du Québec », 44 % des répondants affirment qu'ils répondraient « oui ». (Sondage Léger Marketing / Le Devoir, 26 février 2007, [<http://www.legermarketing.com/documents/spclm/070226fr.pdf>], consulté le 20 février 2008.)

la rencontre de deux types de contestation politique. Nous mettrons enfin en perspective les vicissitudes que connaît actuellement le mouvement souverainiste, dont la pertinence après 40 ans de présence sur la scène politique québécoise continue de faire débats.

LE MOUVEMENT SOUVERAINISTE EST UN MOUVEMENT SOCIAL... PAS COMME LES AUTRES

Cette originalité tient à deux aspects particuliers au mouvement souverainiste, mais qui ne remettent pas en question sa qualité de mouvement social : le caractère clairement nationaliste de son option et, surtout, la présence de deux partis politiques en son sein.

La question de la dimension protestataire du nationalisme semble désormais acquise. Mais cela n'a pas été toujours le cas. C'est en fait assez tardivement que les mobilisations nationalistes ont trouvé leur place dans la littérature sur les mouvements sociaux, à tel point que, en 1994, l'ouvrage de François Chazel consacré à l'action collective et aux mouvements sociaux classait encore les mouvements nationalistes ou ethniques dans les « autres figures de mouvement »⁵. Mais les choses ont changé. Comme le reconnaît Sydney Tarrow, le nationalisme et l'ethnicité ou la religion ont été des bases plus solides pour l'organisation d'un mouvement que les classes sociales⁶. Et Jane Jenson d'insister :

Les mouvements nationalistes sont comme les autres mouvements sociaux ; leurs politiques incluent la construction d'une identité collective. Depuis que les nations sont le résultat de l'action politique, il y a une variété de voies ou de modèles par l'intermédiaire desquels elles peuvent être imaginées. L'identification de toute nation peut varier en fonction des choix stratégiques effectués par le mouvement à la lumière des fins qu'il poursuit, des contraintes institutionnelles auxquelles il doit faire face et de l'identité revendiquée, nationale ou pas, fabriquée par les autres dans la même communauté ou le même État⁷.

Les années 1990 ont ainsi représenté un tournant quant à l'intégration de la dimension politique de l'analyse des mouvements sociaux, permettant au nationalisme et à la question nationale d'entrer de plain-pied

5. François Chazel (dir.), 1993, *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, Presses universitaires de France.

6. Il dit en effet : « *nationalism and ethnicity or religion have been more reliable bases of movement organization than the categorical imperative of social class* ». (Sydney Tarrow, 1998, *Power in Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 6.

7. Notre traduction. Jane Jenson, 1995, « What's in a Name? Nationalist Movement and Public Discourse », *Social Movement and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 107.

dans les grandes études sur les mouvements sociaux. Nation et mobilisation nationalistes deviennent alors, au même titre que le féminisme, les mouvements de l'altermondialisme ou l'écologie, des objets à part entière de la littérature sur les mouvements sociaux⁸.

La question de l'insertion des partis politiques dans l'étude des mouvements sociaux est, quant à elle, bien loin d'être réglée. Dans la tradition d'analyse des mouvements sociaux, les partis politiques sont en effet généralement situés à l'extérieur des mouvements et c'est même par rapport aux partis que les mouvements trouvent leur singularité. Les organisations des mouvements sociaux se distinguent traditionnellement des partis politiques par le fait qu'elles ne recherchent pas, où ne sont pas supposées rechercher, l'exercice direct du pouvoir politique. De plus, les mouvements sociaux auraient une dimension de perturbation de l'ordre social, pour reprendre les termes de Lilian Mathieu⁹, alors que les partis politiques participeraient davantage de la régulation et de la reproduction de l'ordre social. Enfin, les systèmes d'action des partis politiques et des organisations de mouvements sociaux sont distincts, l'un utilisant l'arène électorale, l'autre l'arène des conflits sociaux, pour reprendre cette fois les termes d'Érik Neveu¹⁰. Inutile de préciser que cette distinction nourrit et entretient dans le champ de la science politique une séparation entre les recherches portant sur le système politique électoral d'une part, et celles portant sur l'étude des formes protestataires de la participation politique d'autre part.

Or, à bien des égards, cette exclusion mutuelle paraît dommageable pour la compréhension des dynamiques du mouvement souverainiste au Québec et la place qu'il occupe dans la sphère politique québécoise et même canadienne. Car la situation québécoise montre à quel point un parti politique peut d'un côté être la création du mouvement social, de l'autre être un instrument indispensable de maintien de la contestation de

-
8. En dépit de certains ouvrages pionniers en la matière (y compris en France les travaux d'Alain Touraine et ses collaborateurs par exemple, sur le mouvement occitan : Alain Touraine, François Dubet, Zsuzsa Hegedus et Michel Wieviorka, 1981, *Le pays contre l'État. Lutttes occitanes*, Paris, Seuil, coll. « Sociologie permanente », n° 4 ; ou ceux de Francisco Letamendia, sur le mouvement basque : 1997, « Les identités ethniques et nationales au sein des anciens et des nouveaux nationalismes », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 4, n° 2), peu d'études ont analysé le nationalisme en tant que mouvement social. Désormais, une telle approche est beaucoup plus fréquente, même si les mouvements nationalistes, ethniques ou religieux sont encore peu présentés comme « cas d'école » dans les ouvrages théoriques sur les mouvements sociaux.
 9. Lilian Mathieu, 2004, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel.
 10. Érik Neveu, 2002, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Presses universitaires de France.

l'État, et ce, malgré les échecs et les revers politiques que peut connaître le mouvement. Comme le proposent D. della Porta et M. Diani,

sous certaines conditions, un parti politique peut sentir qu'il fait partie d'un mouvement et être reconnu comme tel par les acteurs du mouvement et par le public en général [...] Qu'elles [certaines organisation du mouvement] décident ou non d'inclure à leur répertoire d'action la participation à des élections dépend de plusieurs facteurs [...] Le seul fait qu'elles décident de le faire ne va pas automatiquement les exclure du mouvement. Au contraire, elles vont faire partie de deux systèmes d'action : le système de parti et le système du mouvement social¹¹.

À l'inverse, lorsqu'ils abordent la question de la nation et du nationalisme au Québec, la majorité des auteurs restent dans le strict domaine du politique, en plaçant au centre de leurs propos le rôle du Parti québécois (PQ) et rarement celui d'autres groupes de la société civile¹², qui pourtant participent eux aussi, à leur manière et parfois depuis plus longtemps que le Parti québécois, aux mobilisations souverainistes comme à la réflexion sur le thème de la question nationale¹³.

De la même façon, rares sont les analyses s'intéressant au nationalisme des acteurs sociaux (revues, syndicats, associations étudiantes, groupes communautaires) qui, pourtant, jouent dans la société québécoise un rôle très important de mobilisation autour de la question nationale, comme ils l'ont montré à l'occasion du premier référendum sur la souveraineté et encore davantage lors du second. Les relations entre le PQ et les autres acteurs sociaux sont donc soit peu considérées, soit au contraire présumées¹⁴. Une telle lecture permet pourtant de mieux saisir les ressorts de la mobilisation souverainiste et le rôle que jouent les souverainistes dans la construction politique d'une identité nationale distincte de l'identité canadienne au Québec. En réintroduisant

-
11. Notre traduction. della Porta et Diani, *Social Movements: An Introduction*, p. 18-19.
 12. Citons ici, à titre d'exemple, le travail du journaliste Graham Fraser, 1984, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre expression.
 13. Les « manifestes » souverainistes (pragmatiques, réalistes et autres « lucides »), récurrents dans la presse québécoise, ou le dépôt de mémoires à l'occasion de chaque consultation parlementaire sur les grandes thématiques touchant de près ou de loin la question nationale, illustrent l'importance de ces individus, groupes et réseaux qui participent au mouvement souverainiste sans nécessairement adhérer à un parti politique. Voir par exemple la liste des mémoires déposés dans le cadre des consultations organisées par la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 2001, *Le français, une langue pour tout le monde, une nouvelle approche stratégique et citoyenne*, Québec, Gouvernement du Québec.
 14. Voir notamment Pinard *et al.*, *Un combat inachevé*, *op. cit.*

ainsi le mouvement avec ses partis politiques, ses organisations, ses cadres de référence, les possibilités politiques qui s'ouvrent à lui, les mobilisations qu'il suscite et ses répertoires d'action, c'est la machine identitaire souverainiste qui est alors mise à jour ; c'est-à-dire l'aptitude du mouvement à transformer des contestations multiples en cause commune, des revendications en options politiques, des valeurs en programmes.

Qu'est ce, alors, que le mouvement souverainiste ? On peut le définir comme l'ensemble des organisations et des individus, liés entre eux par le partage d'un cadre commun de références, une identité collective spécifique et des répertoires d'action variés. De ce partage de références communes résulte une structuration de l'espace militant plaçant au centre du mouvement des partis politiques qui répondent aux besoins du mouvement et qui sont chargés sur la scène électorale d'un double mandat implicite : la défense de l'option souverainiste et l'affirmation nationale du Québec. Cette définition ne réduit pas l'analyse du souverainisme à la seule étude du Parti québécois et du Bloc québécois (BQ), mais elle ne les exclut pas non plus de l'analyse. La question des relations entre les acteurs sociaux souverainistes et le Parti québécois devient, ainsi, un enjeu central pour comprendre les dynamiques de ce mouvement social d'un genre particulier.

LE SOUVERAINISME : ENTRE NATIONALISME ET SOCIAL-DEMOCRATIE

Le mouvement souverainiste québécois est le résultat d'une rencontre entre deux formes de contestation (sociale et nationaliste), générant des liens étroits entre construction de la nation et développement de l'État-providence et associant, du coup, les acteurs sociaux qui œuvrent sur le terrain de l'intervention sociale à la cause politique de la souveraineté.

Par ailleurs, la construction d'une identité politique souverainiste s'organise autour de l'identification d'un adversaire commun (le nationalisme de l'État fédéral canadien), de la formulation d'un projet politique consistant à faire du Québec « un pays pour le monde » et de la croyance en des valeurs communes, comme celle de la nécessité de maintenir, par l'intervention étatique, un certain degré de solidarité sociale au Québec. Enfin, pour défendre sa cause, le mouvement souverainiste a utilisé au cours de son histoire des répertoires d'action variés, bien qu'empruntant peu à la rue, allant du refus de la lutte armée à l'organisation de référendums.

Contestation nationaliste et contestation sociale : le double ancrage protestataire du souverainisme au Québec

Dans le contexte de la décolonisation de l'après-guerre qui marque la plupart des démocraties occidentales européennes mais aussi américaines, l'idée d'une libération de la société canadienne française puis québécoise d'une domination exercée par un pouvoir colonial sur un peuple de colonisés fait son chemin au

Québec, au point de donner naissance vers la fin des années 1950 à un courant très contestataire, tant au sein de l'intelligentsia québécoise qu'au sein de mouvements étudiants en quête de transformations sociales plus radicales¹⁵. Ce foisonnement intellectuel qui marque les années 1950 constitue en fait le préalable à la révolution sociale et politique qui aura effectivement lieu dans les années 1960. Comme la plupart des sociétés occidentales modernes, le Québec (et le reste du Canada) connaît par ailleurs de profondes mutations socioéconomiques au cours des années 1960 sous l'effet de l'industrialisation progressive de la province. Le développement d'un prolétariat ouvrier et agricole, essentiellement canadien-français ou immigré, et d'une bourgeoisie industrielle et financière, très majoritairement anglophone, ne fait que renforcer les écarts de richesses entre les deux communautés¹⁶. Peu à peu cependant, la classe moyenne francophone, en s'étoffant, cherche à s'affirmer dans les domaines littéraire, artistique, mais aussi économique et politique, contribuant à l'ouverture progressive de la société francophone à la modernité. Des revues comme *Cité libre* apparaissent, rompant avec le traditionnel discours conservateur. La société francophone du Québec s'ouvre aux influences extérieures, conteste de plus en plus nettement les ordres établis et particulièrement l'emprise morale que l'Église exerçait sur la société. Les élites francophones s'ouvrent de plus en plus aux idées libérales. Conformément à une rhétorique révolutionnaire qui s'impose alors à gauche, l'oppression du peuple par la classe des possédants est dénoncée, de même que l'instrumentalisation des institutions provinciales et fédérales. Le terrain est prêt au Québec, chez les libéraux comme chez les marxistes, pour la période dite de « la Révolution tranquille » qui amènera le Parti libéral du Québec au pouvoir en 1960. Cette période sera marquée par une modernisation sans précédent des institutions du Québec et une forte intervention de l'État provincial dans des domaines aussi variés que les politiques sociales, le développement économique et le développement culturel.

À la fin des années 1960, une partie des leaders du Parti libéral du Québec considère que les réformes entreprises, tout en allant dans la bonne direction, ont rempli leur rôle et qu'il est temps de ralentir le rythme. Pour d'autres au contraire, comme René Lévesque, il convient de pousser plus en avant la transformation du Québec en poursuivant la réforme de l'État et des institutions québécoises. La divergence quant au rythme des réformes se transforme bientôt en division avec le départ de René Lévesque du Parti libéral et d'un bon nombre de militants et de soutiens, notamment au sein du monde syndical et des diverses organisations nationalistes. Les

15. Un des ouvrages remarquables de cette période et de la rhétorique colonialiste est celui de Pierre Vallières, 1968, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, Éditions Parti pris.

16. Gilles Bourque et Anne Légaré, 1979, *Le Québec : la question nationale*, Paris, F. Maspéro.

nationalistes semblent alors rompre les amarres avec les partis traditionnels, comme pour mieux redéfinir, au sein même d'une mouvance nationaliste encore très constellaire et éparpillée, une organisation politique à même de structurer et de rassembler autour d'un leader, René Lévesque.

Dans le camp nationaliste canadien-français, le développement dans les années 1960 du rôle de l'État québécois a profondément marqué les esprits. Le repli sur soi a cédé la place à l'affirmation du Québec, étatique d'abord, nationale ensuite. Face aux menaces d'assimilation linguistique qui hantent alors plusieurs esprits et qui animent les manifestations plus ou moins pacifiques¹⁷, le camp nationaliste canadien-français, gagné peu à peu par l'arrivée de jeunes nationalistes québécois plus contestataires, se divise lui aussi entre ceux qui prônent clairement la nécessité d'une indépendance du Québec, qui se retrouvent en général dans de nouveaux mouvements comme le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) ou le Ralliement national (RN), et ceux qui souhaitent plutôt le maintien du Québec au sein de la fédération en tant que garante et protectrice du fait français au Canada¹⁸.

Ces divisions s'accompagnent d'un rapprochement entre les partisans de la poursuite des réformes politiques et sociales du Québec plus ou moins nationalistes et les indépendantistes québécois, de droite comme de gauche. Un objectif les rassemble malgré des divergences parfois très profondes : le renforcement de l'État du Québec et son utilisation comme outil de libération sociale *et* nationale. Un pôle nationaliste et social-démocrate se constitue alors peu à peu autour du RIN et de René Lévesque et trouve très vite un écho particulier dans la société québécoise. De 1967 à 1970, l'apparition sur la scène politique du Mouvement souveraineté-association (MSA), créé autour de la dissidence de René Lévesque et de la publication du manifeste *Option Québec* (qui constitue un véritable outil de communication autour d'une option souverainiste), puis la création, un an plus tard en 1968, du Parti québécois, qui regroupe les principales organisations nationalistes (RN, MSA, puis RIN qui se fondent au sein du nouveau parti) engagées sur le terrain électoral, transforment singulièrement le paysage politique québécois. La plupart des organisations nationalistes (Mouvement national des Québécois et Québécoises, Société Saint-Jean-Baptiste, Front du Québec français), puis les organisations syndicales ainsi qu'une constellation de militants issus de la gauche contestataire soit contribuent directement à la création de ce

17. La fin des années 1960 est marquée par diverses « crises linguistiques », notamment sur la question de la langue de scolarisation des immigrants. (Marc V. Levine, 1997, *La reconquête de Montréal*, Québec, VLB éditeur.)

18. La crise entre ces deux courants atteint son paroxysme avec l'organisation des états généraux du Canada français en 1967 et la scission provoquée par le vote d'une motion proclamant le droit à l'autodétermination du peuple québécois.

nouveau mouvement politique, soit lui apportent leur soutien et contribuent à étoffer, à structurer par leur expérience la base militante de la nouvelle organisation politique. Celle-ci prend alors les traits d'une coalition, un peu hétéroclite au départ, de contestations diverses, mais que la cause souverainiste et l'objectif d'une prise de contrôle des institutions provinciales parviennent à fédérer, autour notamment de la personnalité rassurante et sympathique de René Lévesque.

Toute l'histoire du mouvement souverainiste est marquée par cette origine qui associe le développement de l'État social et son intervention croissante dans la société au développement d'une affirmation nationale. À chaque fois que le Parti québécois s'est éloigné de cette ligne de conduite, c'est tout le mouvement souverainiste qui en a subi les contrecoups, comme l'illustre d'ailleurs la période récente et les deux dernières élections provinciales. De plus, parce que le projet souverainiste a d'emblée été situé sur le terrain de l'intervention sociale, il a rallié les acteurs sociaux luttant eux aussi pour une société plus égalitaire (syndicats, groupes de femmes, associations étudiantes, acteurs communautaires intervenant dans les champs de la défense des droits et la prestation de services). Ces acteurs ont ouvertement milité pour la souveraineté¹⁹, en particulier au moment des échéances référendaires. À deux reprises cependant, les autres mouvements sociaux (comme le mouvement des femmes mais aussi le mouvement syndical) ont marqué leur distance par rapport au projet souverainiste du PQ (après 1981 et depuis le milieu des années 1990), sans pour autant invalider l'option souverainiste en tant que telle. C'est dire qu'une identité collective souverainiste constitue le ciment du mouvement et qu'il ne s'agit pas uniquement de coalitions éphémères d'acteurs.

La construction d'une identité souverainiste

S'il y a un élément partagé par l'ensemble des souverainistes, et ce depuis l'origine du mouvement, c'est bien la contestation de l'État fédéral. Cette « contestation en partage » qui s'exprime à l'encontre de l'État concerne tout autant les politiques publiques de l'État canadien que sa légitimité. Pour les souverainistes, l'État canadien n'est pas l'État des Québécois et l'affirmation nationale qu'il diffuse au Québec n'est qu'une propagande dissimulant une réalité bien différente. Seul l'État québécois représente donc vraiment les Québécois. Cette opposition frontale trouve sa consécration dans une volonté permanente de désenchantement

19. À noter que, depuis 1981, la FTQ (Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, l'une des plus importantes fédérations syndicales du Québec) ne mentionne plus la souveraineté dans ses statuts, mais continue d'appuyer la cause au moment des élections générales et lors du référendum de 1995.

du discours identitaire de l'État canadien et de production d'une doctrine souverainiste de l'identité québécoise, construite en fonction des cadres de référence du mouvement. La prise du pouvoir par le Parti québécois permet régulièrement une transmission efficace de cette doctrine contestataire aux institutions provinciales qui intègrent un discours nationaliste, étatisant et nationalisant à dessein les institutions de la gouverne locale : la capitale Québec, la fête du 24 juin et le drapeau fleurdelisé sont devenus nationaux. À bien des égards, cette dimension de la contestation demeure d'actualité pour l'ensemble des acteurs du mouvement, y compris les plus critiques, qui voient par exemple dans le déséquilibre fiscal entre le gouvernement fédéral et le Québec une atteinte à la liberté d'action des Québécois²⁰.

Outre cette contestation de l'État, les souverainistes se rassemblent aussi autour d'une option politique, d'un projet nommé « la souveraineté du Québec », projet construit tout à la fois autour de l'affirmation nationale (préparation de la souveraineté) et de l'indépendance du Québec (que les souverainistes cherchent à imaginer, ainsi que ses modalités). Là aussi, il s'agit d'un incontournable : le « souverainiste », peu importe sa « niche » militante et le sens qu'il donne à la souveraineté, croit d'abord à l'indépendance nationale et à l'idée selon laquelle le Québec constitue une nation et les Québécois un peuple, dont l'accomplissement ou la consécration ne peut aboutir (comme toute nation) qu'à l'indépendance du Québec et à la création d'un « pays pour le monde²¹ », dont la présence au sein du Canada est plus un accident de l'histoire (la Conquête) que le fruit d'un choix collectif et volontaire. Le mythe du Canada des deux peuples fondateurs qui a longtemps dominé la vie intellectuelle et politique des Canadiens français est bien mort chez les souverainistes québécois. C'est plutôt le rêve du « grand soir » de l'indépendance qui anime tout militant, ou toute organisation souverainiste, ce qui n'empêche pas, bien au contraire, les débats permanents et souvent très animés sur les modalités d'accession à l'indépendance (étapisme, déclaration unilatérale, élection référendaire), ou sur le futur État souverain (république ou monarchie, laïcité, diversité culturelle, statut du français, armée, politique internationale, respect de l'environnement...) ou même sur la possibilité de l'indépendance politique au sein du Canada²². À cet égard,

-
20. L'organisation la plus en veille concernant ce dossier est bien évidemment le Bloc québécois. (Bloc québécois, *Le déséquilibre fiscal*, [http://www.blocquebecois.org/fr/Dossiers_2006/DESEQUILIBRE/images/trousse_2006.pdf], consulté le 10 août 2006.)
21. Titre du Programme du Parti québécois. (Parti québécois, *Un pays pour le monde, Programme du Parti québécois, version abrégée*, Montréal, Parti québécois, octobre 2001.)
22. Un site Internet est particulièrement spécialisé dans ce genre de débats sur la question nationale : VIGILE, [<http://www.vigile.net/>], consulté le 10 août 2006.

la formule du référendum de 1980 qui proposait une solution de « souveraineté-association » avec le Canada représente bien l'ambiguïté du terme souveraineté évoquée plus tôt. Il s'agissait en effet de l'accession à l'indépendance d'un peuple et d'une nation, mais avec la garantie du maintien de liens particuliers avec le gouvernement canadien, notamment par la conservation de la même monnaie et de liens économiques privilégiés²³. Proposition de bon sens pour les uns (souverainistes), peur des conséquences de la sécession pour les autres (fédéralistes), c'est cependant une formule un peu similaire, la « souveraineté-partenariat », qui permet à des partis politiques d'adhérer à la coalition en faveur de la souveraineté en 1995²⁴. Outre l'option souverainiste et la contestation politique, la social-démocratie constitue le troisième grand marqueur de l'identité du mouvement. À la différence du modèle français de développement de l'État-providence, qui a débuté au sortir de la Seconde Guerre mondiale dans un contexte de besoins sociaux criant, l'État social du Québec s'est développé à la fin des années 1960, au moment même où les mouvements communautaires revendiquaient une autonomie face à l'ingérence croissante de l'État²⁵. Ainsi, dans les années 1970, ce sont les acteurs sociaux qui ont été les porteurs des innovations politiques qui font aujourd'hui la fierté des militants souverainistes (par exemple les cliniques populaires aujourd'hui transformées en centres de santé et de services sociaux ou les garderies populaires aujourd'hui devenues des centres de la petite enfance)²⁶. Ces initiatives populaires, localement situées et portées par des acteurs collectifs entièrement indépendants des partis politiques et des syndicats, ont peu à peu été intégrées au mode d'intervention de l'État, par un processus classique

23. La question référendaire était la suivante : « Le gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples ; cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie ; aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum ; en conséquence, accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ? »

24. Il s'agit de l'Action démocratique du Québec.

25. Jacques Beauchemin, Gilles Bourque et Jules Duchastel, 1995, « Du providentialisme au néolibéralisme : de Marsh à Axworthy. Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 24, p. 15-47.

26. Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne, 1997, *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux ?* Montréal, Presses de l'Université du Québec.

d'institutionnalisation, tout en conservant un droit de parole autonome au sein du processus politique. Ce caractère concerté des relations État-société dans la prise de décision politique et l'inclusion des acteurs communautaires dans la prestation de services publics²⁷, accompagné d'une reconnaissance formelle de la place et du rôle des groupes sociaux comme acteurs centraux de la défense collective des droits des citoyens, fondent la marque de commerce du Québec en matière d'intervention publique et constituent un des axes majeurs de la construction d'une identité collective du mouvement souverainiste. Une telle dynamique de « coopération-conflictuelle » n'est pourtant pas l'apanage du PQ et constitue davantage un accord, historiquement construit, sur la forme de l'intervention publique entre les nationalistes du Québec, souverainistes ou non²⁸. Par ailleurs, ce lien étroit entre souverainisme et social-démocratie est de plus en plus remis en cause par un courant indépendantiste et conservateur, qui ne voit dans la défense de la social-démocratie qu'un choix idéologique limitant singulièrement les capacités du mouvement à mobiliser la population autour du fondamental, à savoir l'indépendance de la nation québécoise²⁹.

Cette dimension est devenue aujourd'hui très problématique au sein du mouvement souverainiste parce qu'aucun consensus n'existe plus sur le *contenu* concret d'un projet politique souverainiste et social-démocrate : s'agit-il d'une troisième voie à la Tony Blair, d'un projet de gauche radical, de l'approfondissement des spécificités du « modèle » québécois de gouvernance ? Si, durant les années 1965-1990, le projet social-démocrate d'une partie des souverainistes était construit autour de la mise en place de droits sociaux et de la gestion de l'action sociale articulant intervention de l'État et acteurs communautaires, il est beaucoup plus difficile de définir un contenu précis à un projet social dans un contexte de restriction budgétaire et de retrait de l'État³⁰. Dans cette perspective, les turbulences actuelles du mouvement sont clairement liées à la difficulté de

27. Deena White, 2004, « The Voluntary Sector, Community Sector and Social Economy in Canada: Why One Is Not the Other », dans *Strategy Mix for Nonprofit Organisations. Vehicles for Social and Labour Market Integration*, sous la dir. d'Annette Zimmer et Christina Stecker, London, Kluwer Academic / Plenum Publishers, p. 119-136.

28. Voir en particulier l'adoption de la politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire en 2001, sous le gouvernement péquiste, et sa mise en œuvre, sous le gouvernement libéral.

29. Voir en particulier les articles récurrents de Mathieu Bock-Côté et de Guillaume Rousseau dans l'*Action nationale*.

30. Frédéric Lesemann, 2001, « De l'État-providence à l'État partenaire », dans *L'État, la société civile et l'économie. Turbulences et transformations*, sous la dir. de Guy Giroux, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval et Paris, L'Harmattan, p. 13-46.

renouveler un projet social qui puisse faire, vaille que vaille, l'objet d'un consensus, même relatif au sein du mouvement.

Promotion d'un registre protestataire mais légal au service de la stratégie référendaire

Selon l'analyse des répertoires d'action collective de Charles Tilly³¹, chaque époque et chaque mouvement engendre ses répertoires, mais les formes de protestation utilisées ne sont pas aléatoires et s'inspirent des répertoires préexistants. Dans le cas du mouvement souverainiste, mis à part quelques épisodes d'action violente aux marges du mouvement dans les années 1960 et au début des années 1970, celui-ci a opté pour l'action politique légale, en choisissant de porter la cause nationale essentiellement (mais pas seulement) dans l'arène électorale, provinciale d'abord, fédérale ensuite. L'utilisation de l'arène électorale comme stratégie principale d'action place le mouvement souverainiste en porte-à-faux par rapport à la définition initiale du mouvement social. Quoi de plus conventionnel qu'un parti politique ? Et en quoi la stratégie électorale fait-elle partie d'une forme ou une autre de protestation ?

En plus des nombreuses mobilisations, parfois massives, dont il a été le cœur sur les questions linguistiques³², le mouvement souverainiste a été au centre de deux mobilisations d'envergure nationale au moment des référendums populaires devant décider du sort politique du Québec (au Québec et dans le reste du Canada)³³. C'est cette stratégie référendaire, portée par le PQ, qui apparaît particulièrement intéressante dans la perspective de l'analyse des répertoires d'action. En effet, dans leur ouvrage sur les groupes d'intérêt, Emiliano Grossman et Sabine Saurugger distinguent cinq idéaux types de répertoires d'actions : la négociation et la consultation, le recours à l'expertise, la protestation, la judiciarisation et la politisation³⁴. Dans cette typologie, la stratégie référendaire utilisée par le mouvement souverainiste relève bien de la protestation parce qu'elle vise à mobiliser tant « l'autorité politico-administrative, l'opinion publique, les médias, mais aussi les membres du

31. Charles Tilly, 1986, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard.

32. Voir en particulier l'ouvrage de Marc V. Levine, *La reconquête de Montréal*, *op. cit.*

33. En 1995, juste avant le référendum, une manifestation des forces fédéralistes a rassemblé des dizaines de milliers de Canadiens à Montréal.

34. Emiliano Grossman et Sabine Saurugger, 2006, *Les groupes d'intérêt. Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin.

groupe ou les sympathisants à la cause »³⁵. Cette stratégie relève également de la politisation parce qu'elle a été liée à l'action politique du Parti québécois, dépositaire historiquement constitué de cette même cause. Selon les auteurs, la politisation, qui désigne la transformation d'un groupe d'intérêt en parti politique, « ne peut être utilisée infiniment et [...] sonne, en effet, la fin de l'existence du groupe »³⁶. Dans le cas du mouvement souverainiste, la politisation est encadrée dans la protestation. Elle y participe par le biais de la stratégie référendaire et permet la poursuite du mouvement, la cause continuant à exister en-dehors et au-delà des acteurs partisans.

Toute l'histoire du mouvement souverainiste montre à quel point les partis créés par les souverainistes ont joué le rôle de courroie de transmission entre la contestation sociale et nationaliste et l'expression politique de cette contestation sur la scène électorale provinciale, puis fédérale.

Sur le plan provincial, jusqu'en 1976, le Parti québécois, aidé par les autres organisations souverainistes, cherche surtout à rassurer son électorat en proposant la démarche étapiste : une éventuelle victoire souverainiste n'entraînera pas immédiatement l'indépendance du Québec. Des syndicats, comme la puissante centrale syndicale de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), apportent officiellement leur soutien au Parti québécois³⁷ et la base du mouvement souverainiste s'élargit encore en parvenant à mobiliser un certain nombre de secteurs de la société civile, notamment autour de l'enjeu linguistique³⁸. Aux élections de 1976, c'est la surprise générale : le PQ obtient 41 % des voix et est appelé à former un gouvernement majoritaire. Le mouvement souverainiste, grâce à l'outil politique qu'il s'est lui-même forgé, sort ainsi du terrain de la contestation sociale pour entrer de plain-pied sur celui des responsabilités politiques et de la gestion des institutions provinciales. Cette fonction de gouvernement ne va pas l'empêcher d'accomplir, conformément à sa raison d'être, ce pour quoi il a été formé. Ainsi, deux ans après sa victoire, le PQ appelle les citoyens du Québec à se prononcer sur la question de la souveraineté.

Avec l'échec de ce premier référendum en 1981, les répertoires d'action feront, pour quelques années, à nouveau l'objet d'une discussion ouverte au sein du mouvement souverainiste en général et du Parti québécois

35. *Id.*, p. 17.

36. *Id.*, p. 18.

37. La FTQ a retiré son soutien officiel au Parti québécois en 1981, le lui a accordé aux élections générales suivantes, a appuyé le Bloc québécois en 1993 et a milité pour la souveraineté au moment des rendez-vous référendaires.

38. Marc V. Levine, *La reconquête de Montréal*, *op.cit.*

en particulier : souveraineté ou non ? Par quelles voies ? Électorale ou référendaire ? Par exemple, quelques mois après les élections, le PQ entre dans une période de crise larvée entre son chef, René Lévesque, toujours partisan d'un projet souverainiste modéré, et la majorité des représentants des comtés qui souhaitent une radicalisation du projet. Les tensions s'accroissent lorsque les conservateurs arrivent au pouvoir au Canada et envisagent de régler la question constitutionnelle avec le Québec non plus par la confrontation (privilégiée par Pierre Trudeau), mais par la négociation. René Lévesque souhaite saisir cette possibilité politique nouvelle. Face à cette approche, la tension atteint son paroxysme entre les « orthodoxes » qui refusent l'abandon ou la mise entre parenthèse de l'option numéro un du parti, la souveraineté, et les « révisionnistes » qui veulent au contraire s'en délester³⁹. L'éclatement sera évité de justesse par la démission de René Lévesque et l'organisation d'une course à la chefferie qui se soldera par l'arrivée de Pierre-Marc Johnson à la tête du parti. Cette crise interne illustre à quel point le PQ ne peut s'abstraire du mouvement souverainiste qui lui a donné naissance : qu'il laisse de côté l'option souverainiste et son existence se trouve compromise.

Le double rejet par le Canada (et par le Québec) d'une reconnaissance spécifique du Québec entre 1987 et 1991 (échec de l'accord du Lac Meech, puis de Charlottetown) représente une possibilité politique nouvelle pour le mouvement souverainiste. Au palier fédéral notamment, des députés et des ministres conservateurs, déçus de la faiblesse des offres de reconnaissance de la distinction québécoise au sein de la fédération, quittent les rangs du Parti progressiste-conservateur (PPC) pour créer avec Lucien Bouchard en 1990 un second parti souverainiste, cette fois sur la scène fédérale : le Bloc québécois. Les sondages placent alors la souveraineté en tête dans les intentions de vote et il s'agit de porter la contestation souverainiste sur la scène fédérale également. La mobilisation atteint même une partie du camp libéral au Québec, avec la création d'un nouveau parti politique issu des rangs libéraux et lui aussi ouvert à l'option souverainiste, l'Action démocratique du Québec derrière Mario Dumont et Jean Allaire. Le Bloc québécois devient l'opposition officielle à Ottawa en 1993. L'année suivante, le Parti québécois gagne les élections, et son chef, Jacques Parizeau, devient premier ministre.

Presque dans la foulée de l'élection, le Parti québécois organise la mobilisation référendaire promise et c'est une véritable coalition de syndicats, de mouvements ou de représentants de divers groupes sociaux ou

39. L'usage des appellations « orthodoxes » et « révisionnistes » fait ici directement référence au conflit opposant la direction du PQ qui souhaitait renoncer à l'option souverainiste et une opposition forte qui, à partir de la déclaration du 10 novembre 1984 des 12 ministres « orthodoxes », se soldera par la démission de plusieurs députés et ministres et par la remise en cause du leadership de René Lévesque.

professionnels québécois qui rejoint la coalition des « partenaires pour la souveraineté »⁴⁰ et qui participe aussi aux grands débats publics organisés à l'échelle de la province par le gouvernement sur la question de l'avenir politique du Québec pendant les mois qui précèdent le référendum. Là aussi, les souverainistes usent des possibilités que leur offre le contrôle des institutions en organisant une vaste consultation publique sur l'avenir du Québec, à laquelle participent la plupart des organisations mobilisées dans la campagne référendaire⁴¹. Avec un taux de participation record de 94 %, le référendum du 30 octobre 1995 est un nouvel échec pour les souverainistes qui parviennent, malgré la victoire du « non », à mobiliser 49,42 % des suffrages en faveur de leur option.

Année après année, le mouvement souverainiste s'est forgé dans les luttes, les actions et les réflexions communes un cadre solide de référence autour de comportements politiques communs, de valeurs partagées, de croyances, d'expériences communes qui entretiennent les liens entre les militants, entre les organisations, créant cette connivence militante indispensable à la cohésion du mouvement et à l'organisation d'actions collectives, tout en permettant d'entretenir durablement les passerelles qui lient le mouvement souverainiste avec les autres mouvements sociaux au Québec. Mais les échecs référendaires ont été rudes pour le mouvement souverainiste. L'histoire d'un mouvement qui a fait de la mobilisation sa raison d'être commence à être longue et les souverainistes se doivent désormais de réajuster leurs références, de revoir leurs approches, d'adapter leurs

-
40. Membres de la coalition (liste non exhaustive) : Association québécoise des professeures et professeurs de français (AQPF), Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), Confédération des syndicats nationaux (CSN), Fédération des femmes du Québec (FFQ), Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIQ), Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Mouvement laïque québécois (MLQ), Mouvement national des Québécoises et Québécois (MNQ), Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Solidarité populaire Québec (SPQ), Société des employés de bureau et de magasins de la SAQ (SEBM SAQ), Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), Union des artistes (UDA), Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ), Mouvement indépendantiste démocratique interquébécois (MIDI), Rassemblement des Québécois et des Québécoises d'origine latino-américaine pour la souveraineté, les Religieux et Religieuses pour la souveraineté, les Intellectuels pour la souveraineté (IPSO), Génération Québec.
41. Cette fois, la question référendaire est stipulée comme suit : « Acceptez-vous que le Québec devienne souverain après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique dans le cadre du projet de *Loi sur l'avenir du Québec* et de l'entente signée le 12 juin 1995 ? ».

options aux métamorphoses contemporaines de la société québécoise. Un exercice qui leur est parfois difficile et douloureux tant il crée de tensions entre les divers courants aux rapports parfois ténus (gauche sociale-démocrate, droite conservatrice, pragmatiques réalistes, orthodoxes idéalistes).

LE MOUVEMENT SOUVERAINISTE CONTEMPORAIN : DECLIN OU MUTATION ?

La création d'un premier parti politique en 1968 puis d'un second en 1990 a radicalement transformé le mouvement tout en réorganisant durablement la machine mobilisatrice qu'il constitue encore. Par ailleurs, si la présence de partis politiques est un avantage dans l'organisation des mobilisations référendaires, elle présente également l'inconvénient suivant : l'ardoise gouvernementale du Parti québécois doit souvent être payée par les organisations « partenaires » pour son projet, à tel point qu'on peut s'interroger sur l'état des liens qui unissent encore contestation sociale et contestation nationaliste au sein du mouvement souverainiste.

Topographie du mouvement souverainiste

Tel qu'il existe aujourd'hui, le mouvement souverainiste apparaît comme un mouvement social très constellaire qui peut être défini selon deux axes (droite-gauche, autonomiste-souverainiste) et qui est en fait composé de trois cercles concentriques : un premier cercle constitué par les deux partis politiques, chargés de faire les synthèses et de définir les programmes politiques et dominé par les « pragmatiques réalistes », mais où les « orthodoxes idéalistes » disposent d'une forte capacité de pression ; un second cercle d'organisations souverainistes, dominé par les « orthodoxes idéalistes » et qui subit actuellement les assauts des courants de la « droite conservatrice » ; et enfin un troisième cercle d'organisations partenaires de la cause souverainiste, quant à elles clairement dominées par la gauche sociale-démocrate⁴².

Le premier cercle du mouvement souverainiste est ainsi composé de deux « partis forums » très complémentaires. Le plus ancien des deux (le Parti québécois) joue sans conteste le premier rôle dans la représentation électorale de la mouvance souverainiste, à tel point qu'on a pu parler d'un certain hégémonisme péquiste concernant la définition des enjeux ou de l'agenda souverainiste, dans la mesure où c'est le Parti québécois qui fixe l'échéancier référendaire, la stratégie en matière d'accession à la souveraineté et le

42. Voir également la présentation que nous faisons du mouvement souverainiste dans Pascale Dufour et Christophe Traisnel, 2007, « Nationalism and Protest: the Sovereignist Movement in Québec », dans *Group Politics and Social Movements in Canada*, sous la dir. de Miriam Smith, Broadview Press, p. 251-276.

programme politique souverainiste de gouvernement. Mais cet hégémonisme est désormais corrigé par le Bloc québécois, qui, en tant que vigile souverainiste sur le terrain fédéral, joue un rôle de plus en plus important au sein du mouvement, comme l'a montré l'affaire dite des commandites⁴³, dénoncée dès 1997. Ces deux partis politiques s'échangent programmes et militants, idées et plans d'action. Largement ouverts aux militants de tous horizons, les congrès nationaux de ces deux partis de même que leur vie militante constituent des rendez-vous d'importance pour tous les souverainistes et des lieux incontournables de débats pour le mouvement⁴⁴, renforçant ainsi leur fonction d'agrégation des diverses contestations souverainistes qui peuvent s'exprimer au sein du mouvement.

Le deuxième cercle est constitué des « partenaires de la souveraineté ». Très proches des partis politiques souverainistes, le soutien de ces organisations est permanent et les liens souvent étroits avec les partis souverainistes. Que le Parti québécois soit ou non au pouvoir, ces organisations le soutiennent dans sa stratégie souverainiste, mais servent également de vigile en dénonçant à l'occasion le manque d'entrain des dirigeants dans la défense de la cause commune. Ce sont ainsi des dizaines d'organisations, au cœur de réseaux denses et spécialisés, plus ou moins anciennes, plus ou moins importantes, plus ou moins critiques aussi par rapport aux choix qui peuvent être faits par le Parti québécois, qui composent ce cercle de « fidèles » à la cause souverainiste. La Société Saint-Jean Baptiste de Montréal, le Mouvement national des Québécois et Québécoises (MNQ), les diverses sociétés nationales et sociétés Saint-Jean-Baptiste de région affiliées au MNQ, ou encore la revue l'Action nationale et le Cercle Godin-Miron sont les organisations les plus anciennes et les plus engagées. Le maillage du territoire par les diverses sociétés nationales et Saint-Jean-Baptiste de région, fédérées au niveau national par le MNQ, constitue par ailleurs un bon outil de mobilisation autour des enjeux souverainistes (la langue, la nation, les compétences du Québec...) ou du soutien à apporter aux candidats souverainistes lors des

43. Cette « affaire » fait suite à la mise en place d'un programme fédéral de communication dont l'objectif était de renforcer la visibilité du Canada partout au pays et plus particulièrement au Québec. Il s'est traduit par l'octroi de fonds publics parfois importants à des compagnies de communication dont les dirigeants (de certaines d'entre elles) étaient proches du Parti libéral du Canada ou y militaient. Une commission, présidée par le juge John H. Gomery, a été chargée d'enquêter sur l'utilisation des sommes ainsi versées. À ce premier « scandale » s'ajoute un second, signalé depuis le début de la mise en marche du programme notamment par le Bloc québécois, dénonçant cette opération de communication comme une tentative d'« acheter » les voix des Québécois lors d'un prochain référendum sur la souveraineté.

44. À titre indicatif, le Parti québécois comptait plus de 100 000 membres en 2006, dont une aile jeunesse en croissance. Chaque congrès est l'occasion d'inviter (à titre d'observateur) la plupart des dirigeants des autres organisations souverainistes.

élections régionales ou provinciales. D'autres organisations sont nées dans la foulée du référendum de 1995 ou dans les années qui ont suivi : Génération Québec, les Intellectuels pour la souveraineté, le site Internet Vigile, le Rassemblement pour l'indépendance du Québec, Québec, un pays !, Opération Québec, Impératif français, Souveraineté la solution, *Le Québécois*, le Rassemblement pour un pays souverain, SPQ libre ! (Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre !) (à la fois très présent au sein du Parti québécois, mais aussi au sein du milieu syndical), le Conseil de la souveraineté, Québec Radio ou l'Institut de recherche sur l'économie du Québec (IREQ) et bien d'autres. Le soutien de ces organisations à la cause souverainiste est sans ambiguïté dans leur déclaration d'intention, chacun jouant un rôle particulier et affichant diversement son soutien à la cause souverainiste : le MNQ en mobilisant autour de la fierté québécoise (l'organisation est chargée par le gouvernement de la coordination des activités entourant la fête nationale du Québec), la Société Saint-Jean-Baptiste en s'attachant plus particulièrement à la question linguistique et aux commémorations patriotiques (fête des Patriotes, histoire), l'Action nationale en se faisant le relais des réflexions autour de la question nationale (sur les thèmes de la langue, de la social-démocratie ou du fédéralisme) et la tribune d'un souverainisme souvent intransigeant. D'autres organisations, comme Génération Québec, les Intellectuels pour la souveraineté ou encore SPQ libre !, jouent plutôt le rôle de catalyseurs de soutiens dans des cercles particuliers (intellectuels, jeunes entrepreneurs et gens d'affaires, milieu syndical). Quant au Conseil de la souveraineté, présidé par Gérard Larose⁴⁵, il cherche à devenir le cœur du réseau des soutiens à la souveraineté du Québec. Des organisations plus petites, parfois éphémères, ont profité du développement de l'Internet pour occuper une place importante, notamment dans la diffusion de l'actualité souverainiste et d'informations sur la question nationale ou la question linguistique. C'est en particulier le cas du site Internet Vigile⁴⁶ ou du journal *Le Québécois*.

Le troisième cercle se trouve moins dans le mouvement qu'à ses marches. Si la plupart des organisations qui en font partie peuvent être classées dans la « mouvance » souverainiste, leur soutien à la cause est occasionnelle et leur allégeance au Parti québécois l'est davantage : ces « partenaires *pour* la souveraineté », plus que « partenaires *de* la souveraineté », n'ont pas comme tâche première ou comme mandat de défendre l'option souverainiste, même si la plupart d'entre eux ont officiellement soutenu le Parti québécois, se sont engagés très clairement dans les campagnes référendaires en faveur du oui (notamment par un investissement dans la coalition des « partenaires pour la souveraineté ») ou continuent à l'occasion d'afficher leur sympathie pour la

45. Ancien président d'une des principales centrales syndicales du Québec, la CSN.

46. VIGILE : [<http://www.vigile.net/>], consulté le 2 août 2005.

cause souverainiste, par exemple en soutenant les partis souverainistes lors des campagnes électorales. Très souvent, la sympathie de ces organisations pour la cause souverainiste est due à la forte présence de souverainistes chez leurs adhérents, illustrant l'interpénétration du mouvement souverainiste au Québec et de la « société civile ». C'est particulièrement le cas pour les syndicats et les groupes communautaires dont nombre de leaders ou d'anciens leaders sont ouvertement souverainistes, à défaut d'être péquistes⁴⁷.

Qu'y trouve-t-on ? La plupart des centrales syndicales québécoises – Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Confédération des syndicats nationaux (CSN), Centrale des syndicats du Québec (CSQ) –, des syndicats plus sectoriels – comme la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) – ainsi que les fédérations des associations étudiantes – l'Union des artistes (UDA), la Fédération des femmes du Québec (FFQ), principal regroupement du mouvement des femmes. D'autres réseaux récents d'acteurs – le Réseau de Vigilance, certains réseaux altermondialistes – reconnaissent plus largement les Québécois comme un peuple et le droit des peuples à l'autodétermination politique, sans se prononcer pour autant sur le bien-fondé de la souveraineté. Le parti politique de gauche, qui voit officiellement le jour en février 2006, Québec solidaire (QS), affiche lui des sympathies marquées à la cause de la souveraineté, mais présente des candidats contre ceux du Parti québécois au moment des élections. Lors des élections générales de 2007, QS parvient à récolter 4 % des suffrages et, en 2008, il fait élire son premier député dans la circonscription de Mercier, à Montréal. Il tente également de séduire un électorat péquiste traditionnel en lançant, au début de l'année 2008 une réflexion sur l'option souverainiste⁴⁸.

Cette constellation d'acteurs sociaux et politiques apparaît de plus en plus fragile, pour deux raisons principales. On assiste, premièrement, à un décentrement de la question du statut politique du Québec dans l'espace public, avec une résurgence de la question sociale (à gauche de l'échiquier politique) et identitaire (à droite). Deuxièmement, ce décentrement s'accompagne d'une remise en cause croissante du monopole du PQ sur la souveraineté. Mais, plus qu'une « crise » du mouvement souverainiste ou d'un déclin de celui-ci, il s'agit plutôt d'une mutation. En effet, c'est bien parce que nous avons affaire à un mouvement social et non seulement à une organisation politique partisane que la survie du mouvement peut se penser en dehors et au-delà de celle du PQ.

47. Citons par exemple le cas de Gérald Larose, de Fernand Daoust, de Monique Richard ou de François Rebello, respectivement ancien président ou présidente de la CSN, de la FTQ, de la CSQ et de la FEUQ.

48. « Québec Solidaire, priorité au financement public et à la souveraineté », *Le Presse*, 2 mars 2008, p. A1.

Projet de souveraineté : la fin du monopole du PQ

L'arrivée de Lucien Bouchard à la tête du gouvernement en 1996 marque la première prise de distance des acteurs du troisième cercle, précédemment décrit, à l'organisation péquiste et au leadership du PQ sur le mouvement, généralement accepté auparavant, en dépit des nombreuses critiques. Les sommets socioéconomiques québécois de 1996, qui visaient à construire un consensus parmi les acteurs sociaux, syndicaux et patronaux quant à la pertinence de l'objectif de l'atteinte du « déficit zéro » en l'an 2000, malgré certaines réalisations dans le champ de l'économie sociale, n'auront pas réussi à contenter l'ensemble des exigences des milieux étudiant et communautaire, qui ont par exemple opposé un projet de « pauvreté zéro » à la proposition du premier ministre⁴⁹. Dans les années qui suivent, les relations avec le mouvement des femmes se détériorent d'ailleurs, au point que le départ de Françoise David, alors à la tête de la FFQ, en 2000, est largement lié aux piètres réponses du gouvernement aux dix revendications des mobilisations de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000⁵⁰. Quelques années plus tard, celle-ci travaillera à la fondation, avec Amir Khadir du nouveau parti politique Québec solidaire, qui se définit comme de gauche, écologiste, féministe, souverainiste, altermondialiste. Dans cette perspective, l'émergence de Québec solidaire exprime bien la volonté d'une partie des militants du mouvement souverainiste de se réapproprier le projet social du Québec, en dehors du PQ, mais sans remettre en cause la souveraineté comme « moyen en vue d'atteindre le bien-commun ».

À ce contexte politique plus conflictuel à partir de 1996, s'ajoute l'émergence d'une nouvelle ligne de clivage politique qui oppose les tenants du libre-échange avec les Amériques aux tenants d'une forme alternative de mondialisation. La tenue du Sommet de Québec en 2001 à l'occasion du troisième Sommet des Amériques, réunissant les 34 chefs d'État élus du continent et dont l'objectif principal était de négocier un traité économique et commercial sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), va largement contribuer à restructurer le champ militant et à déstabiliser certains acteurs du mouvement souverainiste. En effet, jusqu'en 2001, le PQ alors au gouvernement était plutôt favorable aux développements des relations commerciales avec les autres pays du continent. Il y voyait un vecteur important de l'autonomie économique du Québec vis-à-vis de l'économie canadienne et un garant de sa viabilité future, en tant que pays souverain. La contestation sociale

49. Yvan Comeau, Daniel Turcotte, André Beaudoin, Julie Chartrand-Beauregard, Marie-Ève Harvey, Daniel Maltais, Claudie Saint-Hilaire et Pierre Simard, 2002, « L'économie sociale et le Sommet socio-économique de 1996 : le bilan des acteurs sur le terrain », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 15, n° 2, p. 186-202.

50. Françoise David, 2004, « Pour gouverner à gauche, il faut penser à gauche », *Le Devoir*, 29 septembre.

contre le libre-échange, de plus en plus structurée dans les pays occidentaux, va conduire les acteurs sociaux québécois à repenser leur allégeance au mouvement souverainiste et à construire de nouveaux réseaux d'acteurs, pancanadiens et transcontinentaux. De plus en plus clairement, les syndicats québécois et les principaux mouvements sociaux du Québec vont rejoindre l'option altermondialiste, rejetant la forme néolibérale des traités en négociation et posant l'impératif de solidarité avant celui du statut politique du Québec⁵¹. Cette inflexion des partenaires pour la souveraineté s'accompagne du développement d'une critique altermondialiste au sein même des soutiens les plus traditionnels du Parti québécois (MNQ, notamment) et jusqu'au gouvernement : « je suis altermondialiste », proclame par exemple en 2003 l'ancienne ministre péquiste des Relations internationales, Louise Beaudoin⁵².

L'arrivée du Parti libéral du Québec au pouvoir le 14 avril 2003, puis le remplacement du Parti québécois par l'Action démocratique du Québec comme opposition officielle à la suite des élections de 2007, marquent le troisième moment de ce processus de prise de distance vis-à-vis des partis souverainistes d'une partie de la gauche comme d'une partie de la droite souverainiste. Apparu durant la campagne électorale, se structure peu à peu un réseau d'acteurs sociaux (D'abord Solidaires), soucieux de remettre les questions sociales à l'avant-plan du débat public, pour contrer, entre autres, la montée de l'Action démocratique du Québec, qui part en campagne électorale avec un programme ouvertement néolibéral⁵³. Les premiers mois de gouvernement des libéraux contribueront à élargir cette protestation sociale, avec la mise en place d'un Réseau de vigilance, auquel certaines centrales syndicales adhéreront, au plus fort du rapport de force avec le gouvernement, au printemps 2004. Peu à peu, les milieux militants du Québec tentent de formuler un projet de société alternatif et de quitter le strict terrain de l'opposition politique (voir les nombreux forums populaires et journées de réflexion qui ont eu lieu à Montréal et dans ses régions en 2004 et 2005)⁵⁴. Le mouvement étudiant du Québec rejoint également la protestation ambiante en 2005, avec le déclenchement d'une grève étudiante sans précédent dans l'histoire de cette société, tant par son ampleur que sa durée. Devant le relatif silence du Parti québécois à titre de parti d'opposition depuis 2002, on peut se demander si ce bouillonnement de la rue ne déborde pas des frontières de la

51. Voir notamment le succès des mobilisations lors du Sommet des Peuples des Amériques à Québec en avril 2001.

52. Michel Dolbec, 2003, « Louise Beaudoin devient prof et altermondialiste », *La Tribune*, 15 octobre.

53. C'est de ce réseau que naîtra le mouvement politique Option citoyenne qui donnera à son tour naissance, par fusion avec l'Union des forces progressistes (UFP), à Québec solidaire.

54. Gérard Boismenu, Pascale Dufour et Denis Saint-Martin, 2004, *Ambitions libérales et écueils politiques. Réalisations et promesses du gouvernement Charest*, Montréal, Athéna.

contestation (*contentious politics*) pour réaliser *de facto* un véritable travail d'opposition et de propositions sur le terrain électoral, traditionnellement laissé au PQ sur la scène provinciale et au BQ sur la scène fédérale.

Plus récemment, la société québécoise a rouvert les dossiers de l'identité nationale et de la langue française en débattant de la pertinence des « accommodements raisonnables » comme mode de gestion de la diversité. Les propositions de « citoyenneté québécoise » du Parti québécois n'ont pas fait l'unanimité dans les rangs des militants du parti, ni au sein des partisans de la souveraineté. Ce flou entourant à la fois le projet identitaire (qui sommes-nous et qui sont les Québécois) et le projet social (sommes-nous lucides ou solidaires) est particulièrement dommageable pour le PQ, qui doit se recréer des « marques » politiques, lui permettant de se situer sur cet échiquier électoral en pleine transformation. Il est en revanche une source de dynamisation du mouvement souverainiste.

CONCLUSION– LE MOUVEMENT SOUVERAINISTE AUJOURD'HUI : DIVORCE CONSOMME OU NOUVEL ELAN ?

Deux constats s'imposent : malgré les transformations opérées au sein du PQ en termes d'offre électorale après la réflexion entreprise lors de la « saison des idées », celui-ci n'a plus le monopole du projet de souveraineté sur la scène provinciale. À droite comme à gauche, les critiques fusent face au leadership du Parti québécois. À ce titre, les élections de 2007, qui se sont soldées par la perte, pour le PQ, du statut d'opposition officielle, constitue peut-être un des signes avant-coureurs les plus visibles de l'effritement du terrain d'entente lentement constitué autour du souverainisme et réunissant des forces politiques et sociales très diverses autour d'une cause encore commune : l'indépendance. Les dernières élections de novembre 2008, dont il reste à analyser les résultats, et notamment à comprendre les raisons de l'abstention de près de un Québécois sur deux, ont permis au PQ de redevenir l'opposition officielle. Il reste que le Parti québécois est désormais flanqué sur sa gauche d'un parti qui a démontré sa capacité à faire élire un député dans une circonscription pourtant réputée souverainiste et, sur sa droite, d'un parti qui lui a déjà ravi le statut d'opposition officielle. Cette situation politique traduit la lente remise en cause de l'alliance de raison entre question nationale et question sociale, entre orthodoxes idéalistes et pragmatiques réalistes et entre sociaux-démocrates et conservateurs. Un terrain d'entente est-il encore envisageable entre ces courants politiques souverainistes de plus en plus distants les uns des autres ?

Les partis souverainistes réagissent face à cette situation. Sous la pression des militants, les partis politiques souverainistes modifient les termes de leur projet social et, partant, les cadres de référence du mouvement dans son ensemble. Le thème de la mondialisation par exemple occupe désormais une bonne place dans les programmes péquiste et bloquiste, de même que les thématiques de l'environnement, du développement

durable et des énergies renouvelables⁵⁵. Au sein du Parti québécois, et en particulier dans les assemblées de congrès, la tension est palpable entre une direction qui joue le jeu du pragmatisme économique à travers un train de réformes rigoureuses et une mise entre parenthèses de la question nationale et de la question linguistique et une base militante plus contestataire, attentive au respect des valeurs sociales-démocrates, de plus en plus réceptive à la thématique de l'altermondialisme et soucieuse de savoir si la souveraineté et la défense du français sont encore des questions d'actualité au sein du PQ.

Les années 2000 sont marquées par une amélioration de la situation financière du Québec et surtout de l'État canadien générant de confortables surplus budgétaires. Au début des années 2000, le gouvernement souverainiste, mené par Bernard Landry, accentue ses critiques à l'égard du fonctionnement du fédéralisme canadien, en dénonçant un déséquilibre fiscal contraignant pour le gouvernement québécois et un « pouvoir fédéral de dépenser » menaçant ses compétences et l'empêchant dans sa volonté de réinvestir dans certains programmes sociaux (santé, éducation). Notons également l'ouverture de plus en plus grande du Parti québécois aux « nouveaux Québécois » issus de l'immigration et à la « génération de la Loi 101 », de même que la présence, de plus en plus forte, des « communautés culturelles » au sein des instances du PQ ou du BQ ; la « Saison des idées » qui anime pendant près d'un an les réflexions souverainistes sur le programme, le projet de pays et le parti qui aboutit, en dépit des critiques qui ont été émises à son égard, à de profondes réformes des structures comme du programme lors du XV^e Congrès national du Parti québécois de juin 2005, sans pour autant remettre en question les fondamentaux de la souveraineté, c'est-à-dire l'affirmation nationale contre le « négationnisme » de l'État fédéral, le souverainisme comme horizon politique et la social-démocratie comme référence idéologique et programmatique de premier plan⁵⁶.

Ces transformations, cette conception, également, d'une identité québécoise conciliante, ouverte à la diversité, n'empêchent pourtant pas la création d'un nouveau parti politique à la gauche du Parti québécois et ravivent en même temps davantage les oppositions de plus en plus ouvertes de l'aile conservatrice de droite, exaspérée par ce qu'elle considère comme un travestissement de l'identité nationale et une renonciation aux fondamentaux de la souveraineté. Ce brouillage des frontières politiques sur l'axe fédéralisme-souveraineté se

55. Parti québécois, *Un pays pour le monde...*, *op. cit.*

56. Le programme du Parti québécois parle même de « pays social-démocrate ». (Parti québécois, 2005, *Un projet de Pays, Programme*, p. 9.)

traduit par l'apparition, ou la réapparition, d'un autre clivage politique, l'axe droite-gauche, qui auparavant ne jouait qu'un rôle secondaire.

Le point de départ de notre réflexion consistait à comprendre comment, après deux échecs référendaires, au moins 40 % de la population en âge de voter continuait de favoriser l'option souverainiste au Québec. La mobilisation des contestations nationalistes et sociales par un même mouvement social, capable de présenter sur la scène électorale, grâce à la création de partis politiques stables, une option politique rassembleuse, apparaît bel et bien comme la clé du succès passé, ou tout au moins comme l'élément qui permet de comprendre la persistance de l'option souverainiste au sein de la société québécoise. **Cependant, cette convergence de mobilisations des contestations sociales et nationalistes semble actuellement menacée par l'apparition d'autres acteurs qui entrent en jeu (l'ADQ à droite depuis le début des années 1990, QS à gauche depuis le début des années 2000).** Cette nouvelle offre électorale rend d'autant plus nécessaire l'examen en profondeur des dynamiques qui traversent l'animateur principal de la vie politique québécoise de ces 40 dernières années, à savoir le mouvement souverainiste du Québec.